

Gelet op het protocol nr. 59/1 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten van 13 juni 1991;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken en Begroting;
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit een antwoord is op een opmerking van het Rekenhof en dat de rechtstoestand van het personeel van de "Société régionale wallonne du Logement" onverwijld geregeld moet worden;

Op de voordracht van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Logement", van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Ambtenarenzaken en Begroting, en van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. De wijzigingen in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot bepaling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en in de besluiten vermeld in artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit, alsook de wijzigingen in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut zijn niet van toepassing op het personeel van de "Société régionale wallonne du Logement".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 7 maart 1992.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 februari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

F. 95 — 664

[C — WIN — I — 27136]

**16 FEVRIER 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
 fixant les conditions et les modalités d'octroi de primes en matière de camping-caravaning**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning, notamment l'article 4, 6°;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 2°;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut accorder une prime pour des travaux d'aménagement et d'équipement ainsi que pour l'acquisition des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux destinés à la création, à l'agrandissement et à la modernisation :

1° de terrains de camping-caravaning dont l'utilisation fait l'objet d'un permis délivré sur la base de la loi du 30 avril 1970 sur le camping ou du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning et qui sont exploités conformément aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning;

2° de terrains pour lesquels une demande de permis de camping-caravaning est introduite.

Art. 3. La prime s'élève à trente pour cent du coût des travaux d'aménagement et d'équipement ainsi que de l'acquisition des matériaux nécessaires à la réalisation de ces travaux.

En ce qui concerne les travaux visés à l'article 4, 1°, l'intervention s'élève à cinquante pour cent.

Le montant total des primes accordées pour un terrain de camping-caravaning ne peut dépasser deux millions de francs par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire.

Art. 4. Les travaux suivants peuvent faire l'objet d'une prime :

1° les travaux d'aménagement et d'équipement des installations pour le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées;

2° l'installation d'équipements sanitaires et de leurs dépendances;

- 3° l'installation de prises de courant destinées aux emplacements pour abris de camping-caravaning;
- 4° l'aménagement de terrains de jeux et de sports ainsi que les équipements immobiliers faisant partie de cet aménagement;
- 5° l'installation d'un local communautaire à l'exception du mobilier;
- 6° l'installation d'un restaurant ou d'une cafétéria;
- 7° l'éclairage des voies d'accès et des voies de circulation intérieure du terrain;
- 8° l'aménagement des voies d'accès et des voies sur le terrain;
- 9° les installations pour la collecte des ordures;
- 10° les plantations le long des voies de circulation intérieure du terrain;
- 11° le raccordement du terrain aux réseaux de communication;
- 12° l'installation de prises d'eau sur le terrain ainsi qu'aux emplacements pour abris de camping-caravaning;
- 13° l'installation de matériel pour la lutte contre l'incendie;
- 14° la consolidation et le ravalement des berges d'un cours d'eau situé en bordure du terrain, moyennant l'autorisation du propriétaire du lit du cours d'eau;
- 15° l'aménagement d'aires de parking.

Art. 5. La prime n'est pas accordée :

- 1° pour l'achat de terrains;
- 2° pour des acquisitions et des travaux dont le coût total est inférieur à deux cent mille francs hors taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 6. La liquidation de la prime est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- 1° le bénéficiaire de la prime est tenu d'en rembourser le montant lorsque, sans l'autorisation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, il modifie l'affectation des équipements auxquels se rapporte la prime, au cours d'un délai de cinq ans à dater du 1er janvier de l'année qui suit celle de la liquidation de la prime;
- 2° les travaux visés à l'article 2 doivent être exécutés et terminés entre le premier janvier de l'année précédant celle au cours de laquelle la demande a été introduite conformément à l'article 7 et le trente et un décembre de l'année qui suit celle de l'introduction de la demande;
- 3° les dates des factures détaillées relatives aux travaux visés à l'article 1er doivent être comprises entre les deux dates visées au 2°;
- 4° dans le cas prévu à l'article 2, 2°, le bénéficiaire de la prime doit avoir obtenu le permis de camping-caravaning.

Art. 7. La demande d'octroi de la prime est introduite par pli recommandé à la poste auprès du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions. La demande est établie en double exemplaire sur les formulaires délivrés par le Commissariat général au Tourisme.

Elle est accompagnée de tous les documents et renseignements utiles à son sujet, à savoir notamment :

- 1° d'un plan coté du travail envisagé;
- 2° d'un avant-projet estimatif avec métré descriptif et prix unitaires;
- 3° d'un relevé des acquisitions envisagées avec les offres et prix unitaires;
- 4° d'un plan de financement;
- 5° d'une copie conforme du permis de bâtir, s'il échet.

Art. 8. La demande contient la mention du montant des primes accordées pour le terrain au cours des deux exercices budgétaires qui précèdent l'exercice au cours duquel la prime demandée doit être imputée si elle est accordée.

Art. 9. La prime est liquidée, selon le cas :

- 1° au propriétaire du terrain, s'il l'exploite personnellement;
 - 2° à l'exploitant qui loue le terrain en vertu d'un contrat de bail conclu pour une durée d'au moins neuf ans et qui finance lui-même les travaux et l'acquisition des matériaux nécessaires à la réalisation de ces travaux.
- Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 2°, l'intéressé produit une attestation écrite par laquelle le propriétaire du terrain donne son accord à l'exécution des travaux.

Art. 10. La personne qui demande l'octroi d'une prime est réputée permettre au Ministre qui a le tourisme dans ses attributions de faire procéder sur place, par ses délégués, aux vérifications jugées utiles.

Art. 11. L'article 6, 2°, ne s'applique pas aux travaux visés à l'article 4, 1°, pour autant qu'ils aient été effectués après le 1er janvier 1992 et que la demande de la prime soit introduite dans un délai de douze mois à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 septembre 1983 réglant l'octroi de primes en matière de camping, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990, est abrogé pour la région de langue française. Il reste toutefois d'application aux demandes de prime introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 février 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

VERTALING

N. 95 — 664

[C — WIN — I — 27136]

**16 FEBRUARI 1995. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van premies inzake camping-caravaning**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de uitbatingsvoorwaarden van de kampeer- en caravaningterreinen, inzonderheid op artikel 4, 6°;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 2°;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Tourisme" (Hoge Raad voor Toerisme);

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. Krachtens artikel 138 van de Grondwet regelt dit besluit een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Binnen de perken van het op de begroting uitgetrokken krediet mag de Minister van Toerisme premies toekennen voor aanleg- en uitrustingswerken, alsook voor de aankoop van materialen vereist voor werken i.v.m. de oprichting, de vergroting en de modernisering :

1° van kampeer- en caravaningterreinen waarvan het gebruik het voorwerp is van een vergunning afgegeven op grond van de wet van 30 april 1970 op het kamperen of van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer- en caravaningterreinen, en die geëxploiteerd worden overeenkomstig de bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap bepaalde voorwaarden; -

2° van terreinen waarvoor een aanvraag voor een camping-caravaningvergunning is ingediend.

Art. 3. De premie is gelijk aan dertig procent van de kosten van de aanleg- en uitrustingswerken en van de aankoop van de voor deze werken vereiste materialen.

Wat de in artikel 4, 1°, bedoelde werken betreft, bedraagt de tegemoetkoming vijftig procent.

Het totaalbedrag van de voor een kampeer- en caravaningsterrein toegekende premies mag de twee miljoen frank per periode van drie jaar niet overschrijden, zelfs bij verandering van eigenaar.

Art. 4. De volgende werken kunnen het voorwerp van een premie uitmaken :

1° de aanleg- en uitrustingswerken betreffende behandelings-, zuiverings- en lozingsinstallaties voor afvalwater;

2° de bouw van sanitaire installaties en de bijgebouwen ervan;

3° de plaatsing van stopcontacten bestemd voor de plaatsen voor camping-caravaningverblijven;

4° de aanleg van speel- en sportterreinen alsook de vaste uitrustingen die deel uitmaken van deze inrichting;

5° de bouw van een gemeenschappelijk lokaal, met uitzondering van de inboedel;

6° de bouw van een restaurant of een cafetaria;

7° de verlichting van de toegangswegen en de verkeerswegen binnen het terrein;

8° de aanleg van toegangswegen en andere wegen op het terrein;

9° de installaties voor de afvalophaal;

10° beplantingen langs de verkeerswegen binnen het kampeerterrein;

11° de aansluiting van het terrein op de communicatienetten;

12° de installatie van waterwinningen op het terrein alsook op de plaatsen voor camping-caravaningverblijven;

13° de installatie van brandbestrijdingsmateriaal;

14° de versteviging en het ophogen van de oevers van een waterloop die langs het terrein stroomt, mits toestemming van de eigenaar van de bedding van de waterloop;

15° de aanleg van parkeerplaatsen.

Art. 5. De premie wordt niet toegekend :

1° voor de aankoop van terreinen;

2° voor aankopen en werken waarvan de totale kosten minder bedragen dan 200 000 frank exclusief BTW.

Art. 6. De betaling van de premie is afhankelijk van de naleving van de volgende voorwaarden :

1° de begunstigde van de premie is gehouden het bedrag ervan terug te betalen wanneer hij, zonder de machtiging van de Minister van Toerisme, de bestemming van de uitrustingen waarop de premie betrekking heeft, wijzigt binnen een termijn van vijf jaar met ingang van 1 januari van het jaar na dat van de betaling;

2° de in artikel 2 bedoelde werken dienen verricht en voltooid te worden tussen 1 januari van het jaar voorafgaande aan dat waarin de aanvraag overeenkomstig artikel 7 is ingediend en 31 december van het jaar na dat van de indiening van de aanvraag;

3° de data van de gespecificeerde rekeningen betreffende de in artikel 1 bedoelde werken dienen te worden inbegrepen tussen de twee data bedoeld in 2°;

4° in het in artikel 2, 2°, bedoelde geval moet de begunstigde van de premie houder zijn van de camping-caravaningvergunning.

Art. 7. De aanvraag voor de premietoekenning wordt bij ter post aangetekende brief bij de Minister van Toerisme ingediend. Zij wordt in tweevoud opgesteld op de door het Commissariaat-generaal voor Toerisme afgegeven formulieren. Alle nuttige documenten en inlichtingen betreffende deze aanvraag worden er bij gevoegd, met name :

- 1° een genummerd plan van het geplande werk;
- 2° een ramend voorontwerp met beschrijvende opmeting en eenheidsprijzen;
- 3° een overzicht van de geplande aankopen, met offertes en eenheidsprijzen;
- 4° een financieringsplan;
- 5° eventueel een eensluidend afschrift van de bouwvergunning.

Art. 8. In de aanvraag wordt melding gemaakt van het bedrag van de premies toegekend voor het terrein in de loop van de twee begrotingsjaren, voorafgaande aan het jaar waarin de aangevraagde premie verrekend moet worden indien ze toegekend wordt.

Art. 9. De premie wordt haar gelang het geval uitbetaald aan :

- 1° de eigenaar van het terrein als hij het zelf uitbaat;
 - 2° de exploitant die het terrein krachtens een voor een termijn van ten minste negen jaar gesloten huurcontract huurt en die de werken en de aankoop van de voor de uitvoering ervan vereiste materialen zelf financiert.
- In het in het eerste lid, 2°, bedoelde geval levert de betrokkene een schriftelijk bewijs waarbij de eigenaar van het terrein instemt met de uitvoering van de werken.

Art. 10. De persoon die om de toekenning van een premie verzoekt, wordt geacht de Minister van Toerisme toestemming te geven om zijn afgevaardigden tot de nodige verificaties ter plaatse te laten overgaan.

Art. 11. Artikel 6, 2°, is niet van toepassing op de in artikel 4, 1°, bedoelde werken, voor zover zij na 1 januari 1992 uitgevoerd zijn en de premieaanvraag binnen een termijn van twaalf maanden met ingang van de inwerkingtreding van dit besluit ingediend is.

Art. 12. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 september 1983 houdende voorwaarden voor de toekenning van premies aan kampeerterrainen, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 is opgeheven voor het grondgebied van het Frans taalgebied. Het blijft evenwel van toepassing voor premieaanvragen ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 14. De Minister van Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 februari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 665

[C — 31048]

25 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 janvier 1992 autorisant le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale à maintenir en service et à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et notamment l'article 40;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 17 août 1994;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 665

[C — 31048]

25 OKTOBER 1994. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 23 januari 1992 waardoor het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gemachtigd wordt om contractueel personeel in dienst te houden en te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de Rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 17 augustus 1994;